



Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG)

« Assurer une économie dynamique »



Fondée en 1865, la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) est aujourd'hui forte de quelque 2500 membres. Indépendante des autorités politiques, elle se bat pour une économie forte en relayant la voix des entreprises et en défendant un cadre favorable à l'exercice de leur activité, notamment à l'occasion de campagnes politiques. Rencontre avec son directeur général adjoint, Vincent Subilia, également en charge du Département « commerce international » de la CCIG.



ICC SWITZERLAND
INTERNATIONAL
CHAMBER OF COMMERCE
The world business organization



THE WORLD BUSINESS
ORGANIZATION
SERVING
THE SWISS ECONOMY



Quelles sont les principales missions de la CCIG ?

La CCIG a pour objectif d'assurer une économie dynamique, permettant aux acteurs qui constituent le tissu économique local d'exercer leur activité de manière efficiente et pérenne. Elle intervient au niveau macro-économique en veillant au maintien et à l'amélioration des conditions-cadre nécessaires au fonctionnement de l'écosystème genevois; elle prend ainsi position sur un certain nombre d'enjeux sociétaux actuels, comme la fiscalité, l'aménagement du territoire, la mobilité ou encore l'énergie. Son action s'articule également à un niveau plus micro à travers une large gamme de prestations aux entreprises; elle propose notamment des services d'arbitrage et de médiation dans la résolution des conflits commerciaux et joue un rôle important en matière de commerce international en délivrant en particulier les différents documents nécessaires aux exportations. La CCIG organise enfin un grand nombre d'événements et de manifestations permettant aux entreprises membres de nouer des relations d'affaires.

Pouvez-vous nous en dire plus sur les événements organisés par la CCIG ?

La CCIG organise une centaine de manifestations par année qui rassemblent entre 20 et 1000 personnes. Autant d'occasions de faire du réseautage de qualité. Parmi les événements les plus importants, le grand rassemblement annuel de l'économie genevoise, pendant lequel la Chambre décerne le désormais célèbre «Prix de l'économie genevoise» et le «Prix de l'innovation». Nous organisons également des rendez-vous mensuels permettant à nos membres de présenter leur entreprise ainsi que des séminaires thématiques faisant office de plate-forme de discussions et de débats entre les milieux et acteurs concernés. En tant que directeur «commerce international» au sein de la CCIG, j'ai organisé l'année dernière une vingtaine de manifestations en lien avec les marchés internationaux.



Il faut dire que la dimension internationale est particulièrement marquée au sein de la CCIG... ?

Le CCIG fait partie d'un réseau mondial de chambres du commerce. A ce titre, j'ai moi-même été élu comme représentant suisse au sein du Conseil général de la Fédération mondiale des Chambres de commerce laquelle regroupe 12000 chambres de commerces et représente des millions d'adhérents. Le tissu économique suisse et genevois se nourrit de son ouverture sur le monde; 1 CHF sur 2 est d'ailleurs gagné à l'étranger. A ce titre, un accent particulier doit être mis sur la dimension internationale, laquelle fait écho à la vocation de Genève comme capital de la gouvernance mondiale. Nous avons notamment le privilège d'accueillir 80 institutions internationales à Genève, couplées à environ mille sociétés multinationales. Ainsi, plus de 4000 visites protocolaires ont lieu chaque année dans la «plus petite des grandes villes». Carrefour avec la Genève internationale, la CCIG s'emploie précisément à saisir l'occasion de la présence de Ministres ou de Chefs d'Etat à Genève pour organiser des forums de promotion des échanges commerciaux et des investissements.

Comment se porte l'économie genevoise ?

Elle se porte globalement bien. Les chiffres du chômage publiés récemment attestent d'un net recul au niveau suisse avec un taux tombé à 2,7%. Une situation de quasi plein emploi. Si Genève n'est pas en tête de liste avec un taux de 4,5%, la diversité de son tissu économique – tant en termes de secteurs d'activités que de tailles d'entreprises – induit une forte résilience. L'autre pilier de la prospérité genevoise réside dans notre ouverture sur le monde. Cela dit si le contexte économique est relativement favorable, il faut éviter de verser dans une quelconque forme d'arrogance. Notre modèle d'affaire a déjà subi des mutations majeures. La place bancaire notamment a connu un changement de paradigme conséquent; elle a toutefois su s'adapter. Cela me rend plutôt positif sur le devenir de l'économie genevoise. Cependant, pour relever les défis majeurs qui nous attendent, il me paraît essentiel de fédérer les bonnes volontés en construisant une politique de projets, cohérente et convergente. C'est d'ailleurs à ce titre que la CCIG favorise un certain nombre de partenariats public/privé.

Genève a renouvelé son Parlement. Vous êtes vous-même député suppléant. L'économie genevoise est-elle bien représentée ?

Je formule le vœu que l'on gagne en sérénité en renouant avec quelques fondamentaux plus républicains au sein d'un Parlement dont certains éléments populistes ont perdu du terrain. A titre personnel, je me réjouis de défendre le tissu économique genevois. Il faut sortir des clivages partisans qui nous ont trop souvent privés de l'élan positif nécessaire pour agir. Genève a de nombreux atouts qu'il importe de pouvoir valoriser; un savoir-faire qu'il faut faire savoir.

Parmi les grands enjeux actuels pour l'économie genevoise, la réforme de la fiscalité des entreprises. Votre position sur le Projet fiscal 17 (PF17) ?

La CCIG a été très intimement liée à la campagne pour la RIE III et l'est pour PF17. J'espère que celui-ci permettra d'aboutir à un consensus. Plusieurs points contentieux du projet initial ont été élagués; à ce titre, le



projet est plus consensuel. L'enjeu critique pour Genève réside dans la détermination du taux. 13,49% nous paraît constituer un seuil de douleur au-delà duquel il est difficilement envisageable d'évoluer si Genève veut conserver son attractivité. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas tarder à adopter la réforme si nous voulons éviter que ne s'opère un transfert de compétences de l'autre côté de la Versoix. Nos voisins vaudois ont en effet déjà franchi le pas avec le consensualisme qu'on leur connaît et leur réforme sera mise en œuvre dès le 1^{er} janvier 2019.

Quels sont les défis à venir pour l'économie genevoise ?

La Suisse n'a pas de matière première mais elle regorge de matière grise. La capacité à se fournir en main d'œuvre étrangère est donc clé; à ce titre l'initiative UDC de 2014 visant à freiner l'immigration dite de masse est totalement contraire à l'esprit de Genève et aux intérêts de la Suisse. Il me semble également fondamental que la Suisse arrive à négocier concrètement le virage de l'innovation, dont elle est l'un des champions. Genève a des atouts indéniables avec une concentration inégalée d'acteurs actifs dans le domaine: organisations internationales, ONG et entreprises privées. On assiste notamment à une volonté des autorités politiques, portées par le Président du Conseil d'Etat Pierre Maudet, de voir émerger Genève comme capital de la gouvernance numérique mondiale, en particulier dans le domaine de la cybersécurité. En la matière, comme dans de nombreux autres domaines porteurs, Genève dispose d'une vraie carte à jouer. Nous avons tout pour bien faire; encore faut-il le faire.

